HEURE DE VIE DE CLASSE DU 3 SEPTEMBRE 2018

« FAIRE CONNAÎTRE LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT »

- DOCUMENT POUR LE PROFESSEUR -

« (...) **document de référence dans l'établissement : le règlement intérieur.**
 Chacun doit en connaître le contenu et peut, à tout moment, s'y référer. C'est pourquoi il est porté à la connaissance de chaque élève, responsable d'élève ou personnel (...) »

Pour guider chaque membre de la communauté scolaire dans sa participation à la bonne réussite scolaire de chacun et au bien vivre ensemble de tous, le règlement intérieur précise

- les règles de vie collective applicables à tous, dans tous les lieux de l'espace scolaire et à tout moment (CHAPITRE I).
- Il définit également, s'agissant spécifiquement des élèves, les modalités selon lesquelles sont mis en application les droits et libertés dont ils bénéficient, les devoirs et obligations qui leur incombent et les mesures qui leur sont applicables en cas d'indiscipline ou de faute (CHAPITRE II).
- Enfin, il énonce des dispositions spécifiques regroupées sous forme de Chartes* (CHAPITRE III).

► La seule inscription d'un élève à la cité scolaire Roger Frison-Roche vaut, pour lui-même comme pour ses responsables, pleine adhésion aux dispositions de son règlement intérieur et engagement de s'y conformer.

...sur le site Internet de l'établissement.

CONSULTABLE & TÉLÉCHARGEABLE 7J/7 & 24H/24

Accès directs :	
Découvrir la cité scolaire Roger Frison-Roche	
Notre Actualité (un bref aperçu...)	
Nos formations au collège et au lycée	
EXAMENS	
ORIENTATION	
Nos vies scolaires	
Nos parcours au collège et au lycée	
Le règlement intérieur (collège, lycée, internat)	
Nos associations sportives (A.S.-UNSS)	
Inscriptions, restaurant et internat scolaires, financements, bourses, taxe d'apprentissage	

Le règlement intérieur (collège, lycée, internat)

<http://chamonix.elycee.rhonealpes.fr/>

- III.A – Les droits et les obligations des élèves
- III.B – Les mesures applicables aux élèves en cas d'indiscipline ou de faute

Info

* Chartes (CHAPITRE III) :

- III.A – LA CHARTE DE LA LAÏCITE A L'ECOLE
- III.B – LA CHARTE DES SORTIES ET VOYAGES SCOLAIRES
- III.C – LA CHARTE DE L'USAGE RESPONSABLE DES SERVICES ET RESSOURCES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION DE L'ETABLISSEMENT
- III.D – LA CHARTE DES REGLES DE CIVILITE DE L'ELEVE
- III.E – LA CHARTE DES REGLES DE VIE EN COLLECTIVITE DE L'ELEVE INTERNE

« L'exercice des droits et libertés des élèves d'une part, de leurs obligations et devoirs d'autre part, est inséparable de la finalité éducative de l'établissement scolaire.

Ainsi, en cas d'indiscipline ou de faute, il est cherché à ce que l'élève s'interroge sur le sens de sa conduite pour lui-même et pour autrui, qu'il prenne conscience de la portée immédiate et différée de ses tenues, propos, actes ou attitudes afin d'évaluer les conséquences directes et indirectes de son comportement, qu'il appréhende ce qui distingue son intérêt particulier de l'intérêt général, qu'il s'approprie les règles communes qui, régissant la vie collective au sein de l'espace scolaire, l'autorisent et la contraignent à la fois.

(...) Quelles relèvent du domaine des PUNITIONS SCOLAIRES ou qu'elles se rapportent au champ des SANCTIONS DISCIPLINAIRES, [les mesures applicables à l'élève indiscipliné ou fautif] se situent dans une perspective de prévention, sont l'expression d'une réprobation et visent à inciter la recherche des conditions d'une réparation chaque fois que celle-ci est possible.

Dès lors qu'ils ne sont pas privés de tout lien avec la scolarité de l'intéressé et à sa qualité d'élève, ces mesures peuvent aussi répondre aux faits survenus hors de l'espace et en dehors du temps scolaires. »

II.A – Les droits et les obligations des élèves
 II.B – Les mesures applicables aux élèves en cas d'indiscipline ou de faute

(...) il est cherché à ce que l'élève s'interroge sur le sens de sa conduite pour lui-même et pour autrui (...) afin d'évaluer les conséquences directes et indirectes de son comportement.

Dès lors qu'ils ne sont pas privés de tout lien avec la scolarité de l'intéressé et à sa qualité d'élève, [les PUNITIONS SCOLAIRES ou les SANCTIONS DISCIPLINAIRES] peuvent aussi répondre aux faits survenus hors de l'espace et en dehors du temps scolaires. »

ENJEU : former les élèves aux dimensions éthiques, sociales et économiques de l'utilisation des données numériques*, en particulier celles à caractère personnel.

► L'obligation de respecter les règles de fonctionnement de l'établissement et de la vie collective permet à l'élève d'acquérir progressivement tout au long de sa formation scolaire **autonomie, discipline, tolérance et engagement.**

Au terme de cet apprentissage, chaque élève doit :

- ✓ ÊTRE AUTONOME, c'est-à-dire penser et agir par soi-même et avec les autres, en répondant de ses opinions et de ses choix ;
- ✓ ÊTRE DISCIPLINÉ, c'est-à-dire comprendre le bien fondé des règles régissant les comportements individuels et collectifs, y obéir et agir conformément à elles ;
- ✓ ÊTRE TOLÉRANT, c'est-à-dire reconnaître et respecter le pluralisme des opinions, des convictions, des croyances et des modes de vie ;
- ✓ ÊTRE ENGAGÉ, c'est-à-dire construire du lien social par l'exercice de la solidarité, de l'entraide et de la coopération, manifester un sens de l'intérêt général et participer à la vie démocratique de l'établissement.

Le RGPD a pris effet le 25 mai 2018

POUR LES COLLÈGES ET LES LYCÉES, LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DONNÉES EST LE CHEF D'ÉTABLISSEMENT

Le RGPD est un règlement européen, ce qui signifie que, contrairement à une directive, il est directement applicable dans l'ensemble de l'Union sans nécessiter de transposition législative nationale.

* DANS LE CADRE SCOLAIRE, LES DONNÉES NUMÉRIQUES À CARACTÈRE PERSONNEL RECOUVRENT :

- les données personnelles saisies par la personne ou un tiers (personnels administratifs, d'éducation, professeurs, élèves, parents) ;
- les traces des activités scolaires : navigation, téléchargements effectués, productions... ;
- les calculs effectués par un logiciel utilisé dans le cadre scolaire (temps et fréquence d'utilisation, corrélation...).

● LA LISTE DES PUNITIONS SCOLAIRES APPLICABLES EST LA SUIVANTE :

- ◆ **OBSERVATION** dans le carnet de correspondance.
- ◆ **EXCUSES ORALES OU ÉCRITES**, éventuellement publiques.
- ◆ **DEVOIR SUPPLÉMENTAIRE**. Il est remis directement par l'élève au personnel qui lui a donné. S'il est effectué dans l'établissement, il est rédigé sous sa surveillance, en dehors des cours inscrits à l'emploi du temps de l'élève.
- ◆ **RETENUE**. L'élève réalise des travaux non faits, recommence un devoir non soigné, rattrape un cours manqué, effectue un travail supplémentaire. Elle s'effectue durant le temps scolaire ou, s'agissant des internes, le soir après 18h00 et jusqu'à 21h30, ou pour les collégiens le mercredi après-midi de 12h30 à 14h30 ou en fin de leur demi-journée jusqu'à 18h00 au maximum, à la date et aux horaires que le conseiller principal d'éducation transmet aux responsables de l'élève.
- ◆ **EXCLUSION** ● « **PONCTUELLE** » D'UN COURS avec prise en charge immédiate de l'élève perturbateur par le service de la vie scolaire selon l'organisation prévue par un personnel d'éducation.

Elles ne sont pas mentionnées dans le dossier administratif de l'élève concerné, mais ses responsables en sont tenus informés au moyen du carnet de correspondance principalement.

● L'EXCLUSION « PONCTUELLE » D'UN COURS :

► De façon générale, le respect des règles applicables dans la classe est de la responsabilité du professeur ; il lui revient d'y maintenir un climat serein en usant de toutes mesures éducatives appropriées, parmi lesquelles l'exclusion ponctuelle d'un cours dans les cas les plus graves d'un élève perturbateur.

► Cette dernière mesure fait l'objet de la rédaction immédiate par le professeur d'un billet d'exclusion ponctuelle de cours qui précise les circonstances de fait et le travail demandé à l'élève en lien avec la matière enseignée qu'il devra rendre directement au professeur concerné au moment convenu entre eux.

► Cette éviction, dont le caractère exceptionnel répond à l'intérêt général pour assurer la continuité des activités de la classe, entraîne nécessairement que l'élève soit pris en charge par un dispositif prévu à cet effet organisé par le conseiller principal d'éducation pour assurer la continuité de la surveillance, et que l'information soit immédiatement transmise aux responsables de l'élève, à son professeur principal et au chef d'établissement.

2 EXCLUSION DE COURS	2 EXCLUSION DE COURS
Le _____ entre _____ h _____ et _____ h _____	Le _____ entre _____ h _____ et _____ h _____
Travail donné ☐ OUI ☐ NON	Nom _____ Classe _____
Exclu(e) du cours de _____	a été exclu(e) du cours de _____
par M _____	par M _____ pour le motif suivant _____
Motif _____	Travail à effectuer _____
Signature Représentant(s) légal(aux),	Le Professeur,
Vie Scolaire,	

EXCLUSION

II.A – Les droits et les obligations des élèves

II.B – Les mesures applicables aux élèves en cas d'indiscipline ou de faute

- **ÊTRE AUTONOME, c'est-à-dire penser et agir par soi-même et avec les autres, en répondant de ses opinions et de ses choix.**

EXERCER SON ESPRIT CRITIQUE

Mon profil en ligne. Quelles informations me concernant contient-il ?

Fiche d'information n°9
Manuel de maîtrise de l'internet, page 63.

« On entend par protection de la vie privée le degré de contrôle qu'a une personne sur l'accès à ses données à caractère personnel et l'utilisation qui en est faite. »

<http://eduscol.education.fr/cid107295/former-l-esprit-critique-des-eleves.html>

SUGGESTIONS D'ACTIVITÉS EN CLASSE

- Demandez aux élèves de réfléchir au type d'informations qu'ils jugeraient acceptable de publier sur un profil en ligne. Une fois qu'ils auront établi une liste, demandez-leur de créer un profil sur papier. Consentiraient-ils à ce que ce profil soit diffusé à tous les parents d'élèves de l'école ? Dans la plupart des cas, ils ne le voudraient pas ; c'est donc l'occasion de leur rappeler que toute personne peut consulter leur profil sur un site de réseaux sociaux à moins qu'ils ne l'aient paramétré de manière à ce qu'il reste privé. Il est important d'établir ce lien entre le monde réel et le monde virtuel pour aider les jeunes à bien mesurer les conséquences potentielles de la publication d'informations en ligne.

BONNES PRATIQUES

- Deux règles d'or :
 - ▶ ne divulguez aucune information personnelle à une personne que vous ne connaissez pas ou en qui vous n'avez pas confiance ;
 - ▶ n'utilisez pas les informations personnelles ou les photos d'autres personnes sans leur consentement.

Toutes les informations dont l'internaute a besoin aujourd'hui.

<http://chamonix.elycee.rhonealpes.fr/>

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9
1. INTERNET – EN TOUT TEMPS ET EN TOUT LIEU	
Fiche d'information 1 – Se connecter	13
Fiche d'information 2 – Présence en ligne et « nuage »	19
Fiche d'information 3 – Web 2.0, Web 3.0 et plus	25
Fiche d'information 4 – Blogs et vidéoblogs	31
Fiche d'information 5 – Internet en mobilité	37
2. INTERNET – MISE EN RELATION DES PERSONNES ET DES IDÉES	
Fiche d'information 6 – Courriel électronique et communication	45
Fiche d'information 7 – Salons de discussion (dialogue en ligne ou chat) et messagerie instantanée	51
Fiche d'information 8 – Réseaux sociaux et partage social	57
Fiche d'information 9 – Protection de la vie privée et paramètres de confidentialité	63
3. INTERNET – PARTICIPATION À LA SOCIÉTÉ DU SAVOIR	
Fiche d'information 10 – Recherche d'informations	73
Fiche d'information 11 – Trouver des informations de qualité sur le web	79
Fiche d'information 12 – Apprentissage à distance et formations en ligne ouvertes à tous (MOOC)	85
Fiche d'information 13 – Achats en ligne	91
4. INTERNET – POUR TOUS	
Fiche d'information 14 – Vidéos, musique et images sur Internet	97
Fiche d'information 15 – Créativité	103
Fiche d'information 16 – Jeux	107
Fiche d'information 17 – Citoyenneté numérique	111
Fiche d'information 18 – La parentalité à l'ère du numérique : une approche positive et proactive	119
5. INTERNET – RÉPONDRE AUX DÉFIS ACTUELS	
Fiche d'information 19 – Cybercriminalité : spam, logiciels malveillants, fraude et sécurité	127
Fiche d'information 20 – Classification/étiquetage et filtrage	133
Fiche d'information 21 – Harcèlement en ligne - intimidation, traque et trolling	139
Fiche d'information 22 – Obtenir de l'aide	145
6. INTERNET – ET DEMAIN ?	
Fiche d'information 23 – Internet des objets	151
Fiche d'information 24 – Intelligence artificielle, automatisation et bouleversements technologiques	157
Fiche d'information 25 – Réalité virtuelle et réalité augmentée	163
Fiche d'information 26 – Êtes-vous le produit ? Big data, exploration de données et respect de la vie privée	169

UNE PUBLICATION DU CONSEIL DE L'EUROPE DE DÉCEMBRE 2017

LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES SONT FIXÉES PAR VOIE RÉGLEMENTAIRE DE MANIÈRE LIMITATIVE ET SELON L'ÉCHELLE DE GRAVITÉ SUIVANTE :

Elles sont prononcées par le chef d'établissement ou le conseil de discipline, après l'engagement d'une procédure disciplinaire.

- ◆ **AVERTISSEMENT.** Il vise à prévenir une dégradation du comportement de l'élève.
- ◆ **BLÂME.** Il constitue un rappel à l'ordre écrit et solennel qui peut être suivi, au besoin, d'une mesure d'accompagnement de nature éducative.
- ◆ **MESURE DE RESPONSABILISATION.** Elle a pour objet de permettre à l'élève de témoigner, en adéquation avec son âge et ses capacités, de sa volonté de conduire une réflexion sur la cohérence de sa pensée, la portée de ses paroles et les conséquences de ses actes, tant à l'égard d'une éventuelle victime que de la communauté scolaire. Formalisée par un engagement écrit à la réaliser jusqu'à son terme de façon satisfaisante et dans les délais fixés que signent l'élève fautif et ses responsables, la mesure de responsabilisation consiste pour l'élève à participer - en dehors des heures d'enseignement et pendant une durée qui ne peut excéder vingt heures (à raison d'un maximum de trois heures par jour et de quatre jours par semaine) - à des activités de solidarité, culturelles ou de formation, ou à l'exécution d'une tâche à des fins éducatives, à l'exclusion de celles susceptibles de porter atteinte à sa santé et à sa dignité. Elle peut se dérouler au sein de l'établissement ou être exécutée en dehors de l'établissement dans une association, une collectivité territoriale, un groupement rassemblant des personnes publiques ou une administration de l'Etat. En ce cas, une convention de partenariat qui définit les modalités d'exécution de la mesure est préalablement signée du chef d'établissement et du responsable de la structure d'accueil et une copie est remise à l'un des responsables de l'élève fautif.
- ◆ **EXCLUSION TEMPORAIRE DE LA CLASSE.** Elle peut être prononcée lorsqu'un élève perturbe plusieurs cours de façon répétitive. Elle s'applique à l'ensemble des cours d'une même classe pour une durée qui peut aller jusqu'à huit jours maximum. Elle n'est pas assimilable à l'exclusion ponctuelle d'un cours qui relève, quant à elle, du régime des punitions. Pendant l'accomplissement de sa mesure disciplinaire, l'élève est accueilli dans l'établissement au sein d'un dispositif défini préalablement par le chef d'établissement.
- ◆ **EXCLUSION TEMPORAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT** ou d'un de ses services annexes (restauration, internat, formation biculturalisante). Elle peut aller jusqu'à huit jours maximum au cours desquels l'élève n'est pas accueilli dans l'établissement ou au sein d'un projet pédagogique ou d'une action éducative, et pendant lesquels il revient à l'un de ses responsables de le prendre en charge.
- ◆ **EXCLUSION DÉFINITIVE DE L'ÉTABLISSEMENT** ou d'un de ses services annexes (restauration, internat, formation biculturalisante). Elle est prononcée exclusivement par le conseil de discipline. En cas d'exclusion définitive de l'établissement, l'élève est réaffecté dans les meilleurs délais dans un autre établissement scolaire par le directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale.